

Bechir Yazidi

**Historien, spécialiste d'Histoire contemporaine
Chercheur à l'Institut Supérieur de l'Histoire de la Tunisie Contemporaine anciennement Institut d'Histoire du Mouvement National. Université de Manouba.**

Tunis Février 2022

Habib - Bonjour Si Bechir

Bechir - Bonjour Si Habib, bonjour Max, bonjour Ernest.

Habib - Est-ce que tu peux nous dire qui tu es, et où on est ?

Bechir - Alors je commence par me présenter rapidement. Donc moi je suis Béchir Yazidi, je suis tunisien, un natif de la ville de Tunis, dans un quartier parmi les quartiers les plus populaires de Tunis, Bab Souika, Halfaouine. Je suis né pratiquement entre Halfaouine et Bab Souika, en 1952. J'appartiens au siècle précédent, donc natif du siècle vingt. J'ai été élevé dans une famille assez nombreuse.

C'était le cas de la plupart des familles tunisiennes à l'époque. On était neuf frères et sœurs plus le père, la mère, la grand-mère, l'arrière-grand-mère, la tante, tous logés dans la même maison. Donc il faut se battre, se battre pour avoir sa place dans la maison, pour manger. Et je ne vous dis pas pour pouvoir étudier dans des conditions qui n'étaient pas toujours faciles. Bien que mon père n'ait pas eu l'éducation, il a appris à lire dans cette institution coranique qu'on appelle le Kuttab, comme pratiquement la majorité des Tunisiens à l'époque. Et encore, on le considérait presque comme quelqu'un de cultivé. Ma mère, n'en parlons pas, elle ne savait rien. Il a essayé quand même de nous scolariser tous les neuf mais on n'a pas eu tous le même sort. Il y en a qui ont abandonné, il y en a qui sont arrivés au milieu de la route. Moi, bizarrement, je ne sais pas comment ça s'est passé, j'ai pu quand même tracer ma route au milieu de toutes ces difficultés et dans un contexte social, c'est à dire de là où j'habitais, qui n'était pas très favorable pour pouvoir continuer ces études aussi facilement.

Donc j'étais scolarisé dans une école coranique moderne qu'on appelait à l'époque Khayria, mais qui s'est transformée en école el Arfaniyah en plein Bab Souika, rue du Paradis. C'est là où j'ai eu mon diplôme de fin d'études primaires et je me suis trouvé à l'âge de presque douze ans très loin de mon quartier, c'est à dire à Bab el Jedid. Donc j'étais au lycée Alaoui alors que mes frères étaient au Sadiki qui était le plus près. Mais bon, j'étais très bien je ne sais pas pourquoi, mais j'ai appris à aimer cette institution où j'ai passé six ans de 64, 65 jusqu'à 70, 71 quand j'ai eu mon bac, bac philo lettres modernes, à l'époque ce n'était pas de la tarte ! Je vous rappelle que le coefficient de la philo, qui était la matière la plus importante, c'était six et l'arabe qui suivait c'était cinq, on les passait les deux premiers jours et si on les ratait c'était fini. Bon, heureusement, j'ai eu mon bac du premier coup et

justement mon aventure va commencer à partir de cette année-là.

Septembre 71, qu'est-ce que j'allais faire comme études supérieures ? J'étais un très bon élève en espagnol au lycée. Et donc j'ai toujours rêvé de faire littérature et civilisation espagnole qui n'existaient pas à l'époque à l'université de Tunis. Donc j'ai pu avoir une bourse, et hop à peine à 18 ans j'étais à Toulouse. Moi qui viens de Bab Souika, subitement je me trouve à Toulouse, donc perdu. Mais j'ai eu beaucoup de chance, je le reconnais. J'ai été accueilli par la concierge de la résidence universitaire l'Arsenal à Toulouse, donc j'ai pu me débrouiller et trouver un logement rapidement. Je me suis inscrit mais j'étais mal parti parce qu'avec une bourse, à peine 18 ans, à Toulouse, c'était la belle vie pour moi !

Donc j'ai beaucoup plus fait autre chose qu'étudier.

Habib - Profiter de la vie !

Bechir - Profiter de la vie. Finalement, je ne regrette rien. J'ai passé deux ans entre Toulouse et Madrid, mais j'ai appris à vivre. J'ai appris à connaître un peu les gens, j'ai appris à me débrouiller tout seul. J'ai appris à gérer l'argent, à gérer les situations, les difficultés.

Et puis je ne sais pas par quelle magie j'allais repartir pour une troisième année, mais j'ai décidé de rester à Tunis et de m'inscrire en droit, histoire, arabe, je ne savais pas. Bon, le sort a voulu que je m'inscrive à la faculté des lettres et des sciences humaines à l'époque, le 9 avril, et j'ai fait histoire. Donc en 73-74 j'étais en première d'histoire, j'ai repris tout à zéro.

Pas de bourse évidemment, j'étais puni parce que je n'avais pas réussi, mais j'ai pu quand même la récupérer après, quand j'ai réussi mon premier examen et en quatre années j'ai eu la maîtrise facilement avec des mentions, donc je me sentais très bien en histoire. J'avais beaucoup d'amis que j'ai connus que ce soit au primaire ou bien au secondaire donc j'étais très bien, choyé disons et j'ai eu ma maîtrise.

J'ai voulu travailler, il fallait bien travailler. Donc j'ai pris mon premier poste en tant qu'enseignant dans une institution secondaire, c'était à Jendouba et je me considérais bien sûr très bien à ce moment-là. J'étais à 150 kilomètres de Tunis mais il y avait les moyens de transport, le train et tout. Mais je ne suis pas resté longtemps à Jendouba parce que je n'y ai passé que deux ans, deux ans alors que d'autres ont passé six ou dix ans. J'ai eu la chance d'avoir comme compagne ma future épouse qui n'a pas voulu me rejoindre à Jendouba et elle a tout fait - je ne sais pas comment elle s'est débrouillée - pour me rapatrier à Tunis au lycée de jeunes filles de Mongil à Radès. Une très belle expérience, une dizaine d'années, presque, jusqu'à 88. Ensuite c'était à Jebel Lahmar. Je ne sais pas si vous avez une idée sur le quartier, un quartier très pauvre et très dangereux. Mais j'étais comme un poisson dans l'eau, j'ai aimé ce lycée, c'était un collège, et j'ai passé onze ans dans cette institution où j'ai aimé mes élèves et j'ai aimé mon métier. J'adorais enseigner et je n'ai jamais pensé reprendre mes études.

Et puis je ne sais pas comment ça s'est passé, en 92 un ami qui était avec moi à la faculté m'a dit Bechir tu sais on a besoin de toi à la faculté. On a besoin de toi, tu as toutes les qualités pour être utile et je te propose de t'inscrire au certificat d'aptitude à la recherche. C'était un diplôme qui n'existe plus maintenant. Donc j'ai réfléchi, puis après tout je me suis dit pourquoi pas ? Et j'ai proposé à feu Abdesslem Ben Hamida, mon encadrant et ami - il est parti très tôt le pauvre - je lui ai proposé de travailler sur un sujet qui m'a été proposé par un autre ami, un grand chercheur en patrimoine et en archéologie qui est Abdelhakim El Gafsi. Il m'a dit moi j'ai travaillé sur l'impact de la guerre civile espagnole en Tunisie. Je

te propose de poursuivre sur un sujet encore plus intéressant à propos de la flotte républicaine qui après la défaite des Républicains en 39 est partie du port de Carthagène pour aller on ne sait où. Le destin a voulu que cette flotte, douze bateaux de guerre plus un sous-marin, sous les indications du gouvernement français qui occupait la Tunisie à l'époque, en 39 donc, s'est retrouvée à Bizerte. Alors tu vas me faire ce travail-là.

Donc j'ai fait mon certificat, en six mois, huit mois peut être, j'ai tout terminé, j'ai soutenu et ça a marché. Je me suis inscrit en DEA, diplôme d'études approfondies. On m'a fait une équivalence, donc j'ai eu mon diplôme de DEA ce qui m'a permis de m'inscrire en thèse rapidement, sans perdre de temps et de 1994 à 2000 j'ai bouclé ma thèse. Ma thèse portait sur autre chose qui n'a rien à voir avec les Espagnols, sur les conseils et les orientations de mon encadrant, toujours Abdesslem Ben Hamida. Il m'a dit Écoute, il y a des archives extraordinaires au ministère du Domaines de l'État et de la Conservation foncière. Tu vas travailler sur le domaine de l'État à l'époque coloniale et comment c'était un des mécanismes pour renforcer la présence coloniale française en Tunisie. L'utilisation de ce domaine pour permettre la réussite de ce que la France a toujours souhaité derrière cette fiction qu'on appelle le protectorat, c'est à dire la colonisation de peuplement. Donc elle va profiter de ce patrimoine qu'on appelle le domaine de l'Etat. Et j'étais complètement out parce que je n'avais aucune idée sur cette histoire-là. Mais j'ai commencé à fréquenter les archives de ce ministère. Et j'ai dû m'initier aussi au Droit parce qu'il y a plein de droit, j'ai dû consulter les travaux faits à la faculté de droit, le Journal officiel, les décrets, les arrêtés parce que c'était la machine législative qui était derrière tout ça. Et petit à petit donc, j'ai pu rédiger une thèse qui a été publiée en 2005, je l'ai soutenue en 2000, publiée en 2005.

J'ai sauté un passage, un tournant dans ma vie, c'est quand on m'a poussé avant de terminer ma thèse à me présenter devant un jury pour être recruté en tant qu'assistant à l'enseignement supérieur. Mon encadrant m'a dit non, tu termines ta thèse avant, tu auras le poste de maître assistant. Il y avait deux anges, un autre ange m'a dit non tu ne perds rien, tu vas gagner une expérience, passer devant un jury pourquoi pas, même si tu rates, où est le problème ? Donc j'ai pris le conseil de l'autre, qui est un ami aussi, un collègue, Noureddine Dougui que vous connaissez certainement, il m'a poussé et ça a très bien marché. Derrière tout ça, il y avait Lazhar Gharbi qui cherchait quelqu'un pour le seconder à la faculté de la Manouba pour l'histoire contemporaine occidentale.

J'ai été recruté en 98-99 et en 2005 comme j'étais vacataire depuis 97 dans cette institution (que je vais présenter tout à l'heure) j'ai demandé au directeur de l'époque à devenir un chercheur permanent. Il m'a dit Mais c'est mon souhait, c'est mon rêve, tu fais ta demande tout de suite. Le fameux texte de ma demande passe devant le recteur, Si Salah Eddine Khamissi, je le remercie encore une fois en son absence, il a dit pas de problème. Donc j'ai débarqué ici en tant que chercheur permanent à la tête d'une unité qui a été lancée par mon collègue et ami en 92, Habib Kazdaghli, et j'ai repris les commandes de cette unité en 97 jusqu'à pratiquement ma retraite il y a cinq ans.

Habib - Alors justement, c'est quoi cette unité ?

Bechir - Alors cette institution, c'est l'aboutissement heureux d'un travail d'une équipe d'historiens qui, à la fin des années 70, s'est réunie en présence du fameux Charles-André Julien et de notre professeur inoubliable Hammadi Cherif, quelques éléments de cette institution, dont Kmar Bendana, que vous connaissez certainement et Moncef Chebbi, si je ne dis pas de bêtises, qui est l'éditeur d'Arabesques, pour penser sur ce qu'on appelait à l'époque le PNR, c'est à dire le programme national de la recherche sur l'histoire nationale de la Tunisie, du mouvement national. C'était presque une réaction contre l'histoire officielle prônée par Bourguiba et par tous ceux qui étaient dans le giron de Bourguiba pour écrire

l'histoire de la lutte nationale telle qu'elle était conçue, vue sous l'angle et à l'aune de l'idéologie Bourguibienne, et qui a bien sûr éclipsé pas mal d'acteurs, pas mal de formations politiques, syndicales, de socioprofessionnels qui ont eux aussi - et même les formations religieuses, on peut parler des Zaytouniens - participé aussi activement que le Néo-Destour à l'époque à la libération de ce pays. Donc ce fameux PNR c'était quoi ? C'est essayer d'avoir accès à toutes sortes de documents pour justement essayer d'écrire cette histoire de notre pays depuis l'installation du protectorat français jusqu'à la Libération, et même après de 56 jusqu'à la bataille de Bizerte et peut-être un peu plus loin.

Habib - On va revenir à ce point, tout à l'heure.

Bechir - Et là, je crois que c'est Charles-André Julien, peut-être André Nouchi aussi, qui ont tout fait, qui ont pesé de tout leur poids pour essayer de récupérer les archives qui se trouvaient à l'époque à Nantes, aux archives diplomatiques de Nantes, les archives qui étaient à la résidence générale à Tunis et qui ont été rapatriées en 56 évidemment, et dans la foulée aussi les archives qui se trouvent au Quai d'Orsay, le ministère des Affaires étrangères en France. Donc on a récupéré des copies et des microfilms. Donc cette institution a commencé à travailler hors d'un cadre officiel, il n'y avait pas cette institution mais ceux qui se sont intéressés à ce fameux programme ont commencé à travailler en organisant des colloques presque cycliques chaque deux ans et le premier, je crois, si j'ai bonne mémoire, c'était en 81.

Habib - Et c'était quoi l'appellation officielle, enfin formelle ?

Bechir - C'était toujours le PNR, il n'y avait pas le nom de l'institution, il faut attendre encore quelques années.

Mais c'est pour ouvrir une grande parenthèse, pour parler justement des archives orales qu'on n'avait pas encore commencé à utiliser pour la recherche. C'était trop timide, mais lors de ces colloques justement il y a eu la présence des gens qui sont venus pour écouter les interventions des historiens à propos de l'histoire du mouvement national. Et parmi ces gens qui arrivaient pour assister il y avait des acteurs, c'est à dire des témoins qui connaissaient bien, très bien, qui étaient impliqués dans la lutte nationale, dont Boudali, enfin des noms que nous nous connaissons à travers l'histoire officielle de la Tunisie, et qui venaient justement rectifier, critiquer et c'était enregistré. Donc ça a donné un autre son de cloche pour écrire cette histoire, ne plus se contenter des archives papier.

Et puis notre cher Zine Eddine Ben Ali a eu l'idée, enfin on lui a soufflé peut-être l'idée, de donner ses instructions pour la création d'une institution officielle qui s'occuperait justement de l'écriture, de la collecte, de tout ce qui pourrait intéresser l'histoire de la Tunisie durant la période coloniale. Et c'est le décret d'avril 1991 qui a donné lieu à la création officielle formelle de cette institution, c'est un décret présidentiel. Le statut ça fait partie justement de ce décret, ce qui justifie aujourd'hui les difficultés pour changer notre statut parce qu'il faut que cela soit fait par décret présidentiel. Donc ça, c'est un autre problème. Et le premier local, c'était à Al Manar, ils ont loué une grande maison, par respect à l'âme d'un des premiers historiens de l'histoire de la Tunisie, Bechir Tlili, c'était sa propre maison, lui il est parti très tôt dans un accident regrettable.

Puis il y a eu Dali Jazi qui était un fan de notre travail, de notre institution, il a tout fait pour qu'on construise quelque chose dans le campus de la Manouba. La Manouba ça a été le nouveau campus au début des années 80. C'est en 81 qu'il y a eu la première institution qui est la faculté des lettres et des sciences humaines de la Manouba. Et donc Dali Jazi qui était le ministre de l'Enseignement supérieur à l'époque, voulait faire ce campus à l'image

américaine, où il y aurait tout, plusieurs facultés, plusieurs institutions, donc un petit village, comme on dit en Espagne la *ciudad universita*, une ville universitaire où il y a les restaurants, les salles de cinéma. Bon ça n'a pas donné tout ça. Mais quand même, on a eu droit à avoir ça et je crois que c'était en 2000 qu'on s'est déplacés, on est venus ici. C'est l'Institut qui était à l'époque de l'Histoire du Mouvement National.

Ça a continué toujours comme ça jusqu'à la fameuse révolution du jasmin. On a décidé d'enlever cette dénomination. Bon, c'est un autre problème, mais ça a changé de nom. Maintenant, on l'appelle l'Institut Supérieur de l'Histoire de la Tunisie Contemporaine. Voilà, peut-être c'est mieux, pour ne pas trop se coller à l'étiquette de mouvement national seulement, parce qu'il y a des tas de choses à faire dans cette institution, qui pourraient être justement du genre lutte, militantisme, guérilla, « *fellaguisme* » mais on peut aussi parler d'art, de culture, d'anthropologie ou de sociologie, d'ethno, de folklore même, qui se passaient à l'époque coloniale, mais qui pourraient être conçus dans une autre perspective, sans pour autant faire de nationalisme contre la France.

Voilà, nous sommes donc sur le campus de la Manouba, nous faisons partie de l'université de la Manouba. C'est un centre de recherche qui réunit quatre unités. Unité de l'histoire ou des études historiques, l'unité des archives, l'unité d'histoire orale et la quatrième il faut que je me rappelle

Habib - Je vais surtout reprendre en détail ce long itinéraire qui est extrêmement important. Et ma première question je vais carrément revenir dès le début. Tu as parlé de ta famille, dans quelles conditions sociales tu as vécu, grandi ?

Bechir – On était une famille pas très aisée, moyenne, c'est à dire je ne me souviens jamais d'avoir été privé de manger ou de boire. Comme je te l'ai déjà dit, on était neuf. Mais sur ces neuf, deux seulement ont eu leur bac et ont fait des études supérieures. Moi et ma regrettée sœur qui a fait droit, elle est partie très tôt, les autres ont commencé à travailler. Il y en a qui ont commencé quelques années au secondaire. Mais les besoins augmentaient et il n'y avait plus de perspectives pour continuer les études pour mes deux sœurs aînées, pour un autre frère aîné, qui ont commencé à travailler prématurément, et ma sœur, une de mes sœurs, était tellement intelligente qu'elle a pu se débrouiller et travailler dans une banque, la SDB. Donc il y avait des rentrées d'argent qui ajoutaient à ce que mon père gagnait. Mon père était cuisinier, il était chef cuisinier, il m'a passé ce virus, j'adore faire la cuisine grâce à lui, mais il n'était pas propriétaire, il a toujours été salarié. Mais bon, il faut dire que la vie était moins chère qu'aujourd'hui et on n'était pas aussi exigeants. On mangeait ensemble, tu connais un peu comment c'est les familles moyennes, dans la même marmite, on était tout le temps contents, ce n'était pas un problème. On n'a jamais été privés, on s'habillait très bien, correctement je veux dire surtout après quand mes deux sœurs travaillaient. On pouvait même passer quelques mois l'été au bord de l'eau. On pouvait louer une petite maison pour nous amuser.

On était une famille moyenne, on avait tout ce qu'il fallait pour être heureux.

Habib – Est-ce que c'était une famille plutôt conservatrice, ou plutôt « libérale », dans le sens large du mot. C'était quel genre de famille, quel genre d'éducation ?

Bechir - Une éducation très, très permissive, très libre, très ouverte. La seule personne à la maison que je voyais faire ses prières, c'était ma grand-mère et mon arrière-grand-mère. Mais c'était juste parce qu'on fait comme ça, c'est tout. Mais ce n'était pas pour, par exemple, on ne m'a jamais demandé de faire la prière. Je me rappelle que mon frère aîné prenait de l'alcool sans problème, on organisait dans notre maison, par exemple, des petites fêtes où

le vin circulait. Mon père n'était pas très conservateur, mais il tenait à ce qu'il soit respecté. C'était un peu le patriarche, donc il nous laissait tranquilles. Il n'assistait jamais et il se mettait tout seul dans sa chambre. Mais nous on faisait ce qu'on voulait. Donc c'était une famille très ouverte.

Habib - Y compris pour les filles ?

Bechir - Ah les filles, si je te montre les photos de mes sœurs ! Les années 60, comment elles s'habillaient, c'était le micro, le mini, le décolleté ! Puis on a commencé à avoir quand même une vie plus facile, avec les rentrées d'argent qui venaient de mes sœurs ou de mes frères. Moi personnellement j'étais gâté. Tout ce que je demandais, je l'avais. On m'a demandé d'aller au kuttab quand j'avais l'âge de cinq ans. J'y suis allé une fois, j'ai pleuré comme un chien qui aboyait, on m'a dit bon ce n'est plus la peine, tu ne vas plus y aller, ça s'arrête là. Donc tu vois, il n'y avait pas ces contraintes, je le dis non seulement pour ma famille, mais je me rappelle aussi tous ceux qui habitaient dans la même rue que nous, c'étaient des familles dont la porte était toujours ouverte. On s'amusait, filles, garçons, on organisait des jeux ensemble. Quand je pense à tout ça, c'est avec amertume et avec regret parce que c'était très bien, c'était de très bons moments, je dirais épanouissants. C'était très épanouissant et on apprenait malgré notre jeune âge, on faisait des pièces de théâtre sur la place du quartier, qu'on inventait, on jouait à ce à quoi jouaient les jeunes gens à l'époque, le ballon, tout ça.

Habib - À partir de quel moment, autant que tu te rappelles bien sûr, tu as commencé à rêver d'un avenir précis, genre je veux devenir ceci ou cela, je vais faire des études ou pas, et ainsi de suite ?

Bechir - Pour être honnête, non, je n'ai jamais pensé, je ne sais pas, c'était une traversée qui se faisait mécaniquement. A chaque étape je passe à la prochaine, sans pour autant penser que je vais arriver à quelque chose, ça marche et puis c'est tout. Et pourtant, j'étais avec des amis, des camarades de quartier qui n'ont pas terminé leurs études. Il y en a qui sont partis, après bien sûr, comme travailleurs immigrés, j'en ai plein, d'autres qui sont devenus des bandits, d'autres sont devenus des délinquants. Quelques-uns sont allés au lycée, mais ils n'ont pas poussé très loin leurs études. Mais pour moi, je ne sais pas comment ça s'est passé. J'étais passionné, je lisais beaucoup, depuis mon très jeune âge.

Habib - Le livre était dans la maison ?

Bechir - Ah le livre oui, mon père n'était pas très cultivé, mais il savait lire, il lui fallait son journal *El Sabah* tous les jours. Et je ne sais pas d'où est-ce qu'il avait ramené tout ça, il avait toute une collection de *al-Moussawar*, cette revue qui nous venait d'Egypte. Donc j'avais une culture très précoce, je suis un « artiste ». J'adore la musique, je chante jusqu'à aujourd'hui. Je fais beaucoup de peinture jusqu'à aujourd'hui. Et j'ai appris à aimer tout ça depuis mon très jeune âge.

On avait la radio, et c'était un luxe à l'époque. Donc j'écoutais beaucoup la radio, et ma mère qui était mélomane, c'est comme si elle m'encourageait. Elle me poussait à écouter les pièces théâtrales radiodiffusées du mardi ou du samedi, en langue littéraire le vendredi. Donc, je les suivais, pour moi, c'était sacré et j'avais une bonne mémoire. Il suffit que j'écoute une chanson aujourd'hui, demain je l'ai dans la tête.

J'étais un peu curieux, donc je lisais beaucoup. J'ai lu *Les Trois Mousquetaires* en arabe, traduit, et j'ai commencé à lire les livres policiers traduits en arabe aussi. Donc je lisais en arabe. Enfin, j'étais féru de lecture.

Habib - Donc il y avait des livres dans la maison.

Bechir - Il y avait des livres, il y avait des revues. Ma passion quand j'avais sept, huit ans, c'était des illustrés, Blake, Akim et tout ça, mon père ne voulait pas qu'on les lise je ne sais pas pourquoi d'ailleurs, que j'adorais. Donc, j'ai appris à lire prématurément et même à écrire.

Habib - Et cette passion de la lecture reste encore en dehors du cadre du travail ?

Bechir - Aujourd'hui ? Mais je ne peux pas vivre sans livres, sans lire. Je termine un livre il faut que je prenne un autre, et qui n'a rien à voir avec l'histoire ! Je lis les essais, le théâtre, les romans. Je lis tout pratiquement. Le dernier livre que je que j'ai terminé c'est le dernier livre d'Edgar Morin qu'il a publié en 2021, qui est un peu sa biographie.

Habib - Est-ce qu'à ce moment-là où tu commençais à lire, à découvrir la littérature, tu as commencé ou affirmé disons une conscience politique ? Est-ce que tu commençais à t'intéresser un peu à la question politique ?

Bechir - Ce n'est pas venu de moi-même, je peux même dire que ça ne m'intéressait pas du tout. Bien que j'aie vécu les événements de Bizerte, la bataille de Bizerte en juillet 61. J'avais à peine dix ans, mais quand même je comprenais pas mal de choses. Pourquoi je dis ça ? Parce qu'on a reçu des réfugiés qui sont partis de la région de Bizerte. C'était de la famille, je ne les connaissais pas. Il y avait au moins une dizaine de personnes qui étaient hébergées chez nous et on parlait de tout ça. Mais moi, ça ne m'intéressait pas. Ce qui m'intéressait, c'est un petit gamin qui était venu avec cette famille-là, avec qui j'ai joué, c'est tout.

Alors quand est ce que j'ai commencé à m'intéresser à la politique ? C'était en première année du bac, cinquième année secondaire, parce que j'ai fréquenté quelqu'un qui était très, très éveillé par rapport à nous, Sami Kourda. C'est lui qui nous a poussés à penser, à avoir des attitudes et des positions vis à vis de la dictature de Bourguiba à l'époque. Et on a pensé même créer un parti, un parti révolutionnaire. On lisait Marx dans l'entrée de la maison de Sami Kourda et c'est là qu'on se réunissait pour comprendre Le Capital. Tu imagines !

Bon, j'ai pris conscience justement de la réalité politique de l'époque. Cette réalité, je l'ai laissée à part parce que je m'intéressais à mes études et je commençais à devenir très ambitieux pour réussir mes études. J'étais dans une section scientifique, maths sciences, alors que j'étais nul en maths et en physique. Donc je ne voyais pas comment faire pour réussir mes études secondaires et j'ai harcelé mes parents pour qu'ils interviennent en ma faveur, pour que je change de section. Et je me rappelle la réplique du proviseur qui était le père de notre actuel chef du gouvernement, il a dit à mon père « Est-ce que vous croyez que la section lettres est une poubelle Monsieur ? Ne vient pas aux lettres n'importe qui, il faut le mériter ». Il a fallu donc que je cherche ailleurs des interventions bien placées. Et c'était mon beau-frère, le mari de ma sœur aînée, qui était algérien, qui était consul et il est donc intervenu en ma faveur pour que je devienne littéraire. Donc il a fallu que je réussisse ce défi et réussir mes examens, le premier en cinquième année, le deuxième le plus important, le bac.

Donc pour moi, c'était prioritaire et j'ai repris un intérêt très médiocre, très modeste à la chose politique quand j'étais à Toulouse. Lors des événements de 72, qu'on vient de fêter il n'y a pas longtemps le cinq 5 février, mais je ne comprenais pas parce que j'étais dans une autre logique, de gamin qui avait de l'argent, qui était en Europe, donc en 72-71, ça ne m'intéressait pas les discours politiques, mais j'ai assisté quand même parce que les Tunisiens qui étaient là-bas, ils étaient au restaurant universitaire pour nous donner des

tracts pour nous obliger à écouter. Alors je vais me confesser et dire sans aucune honte que je ne voulais jamais être engagé politiquement.

Habib - Jusqu'à maintenant ?

Bechir - Jusqu'à maintenant.

Habib - Engagé, tu veux dire ?

Bechir - C'est-à-dire militant, c'est à dire actif. Mais quand même j'ai des positions, j'ai des points de vue. Mais ces points de vue, j'ai toujours refusé qu'ils soient des points de vue uniformes, qui refusent le dialogue, qui refusent l'ouverture sur d'autres idées. C'était une chose que j'ai découverte quand j'étais à la faculté, le 9 avril. On me reprochait, parce que je fréquentais des destouriens et presque on allait me battre parce que j'avais des amis destouriens ! Après j'ai eu des problèmes parce que j'ai fréquenté des « réviso », tu connais certainement, les amis de Staline et tout ça qui n'étaient pas les vrais communistes. Mais j'aimais bien leur compagnie. Et puis j'écoutais ce qu'ils disaient, donc j'ai appris à emmagasiner, à écouter.

Donc j'avais cette patience d'écouter, j'écoute mais j'écoute tout. Je ne veux pas quand même être toujours dans l'opposition, comme ça gratuite. Si je prends une position c'est après avoir écouté pas mal de versions, peut-être c'est ce qui va me permettre aussi d'être un bon historien je ne sais pas. Parce que pour être historien aussi, il faut ne pas être juge. Pas de procès, pas de prises de position gratuites, comme j'en vois chez certains collègues.

Habib - On va revenir au rôle de l'histoire et comment on la fait, mais juste une petite parenthèse pour qu'on soit d'accord, comment tu définis, rapidement, la différence entre être engagé et être militant ?

Bechir - Je ne définis pas, je précise. À mon avis, c'est discutable, quand on est engagé on doit être militant, je crois que ça va de pair. Mais il y a une troisième voie.

Habib - Qui est ?

Bechir - Qui est être à l'écoute et être intéressé. Quand je sens que je suis dans une posture pour prendre une position X ou une position Y, je le fais. Mais par exemple, être contraint d'assister à des réunions qui ne se terminent jamais, parce que j'en ai fait l'expérience. Je l'ai faite le lendemain de la révolution avec le regretté Salah Zghidi. Il était mon voisin, un ami, et il m'a poussé à y aller, mais j'ai vu que ça ne donne rien, on n'arrête pas de répéter les mêmes choses. J'ai vu le visage de Fatih Benslama, le psychiatre qui est à Paris. Il venait exprès parce qu'il y croyait dans ce qui allait se passer. Et puis quand je le voyais, je voyais sur son visage qu'il se disait à l'intérieur « mais qu'est-ce que je suis en train de faire ici ? » Et ça n'a fait que, renforcer non, mais me convaincre encore une fois que ce n'est pas ça le militantisme. Ce n'est pas ça être engagé. Soit je peux faire quelque chose de concret qui a une portée et qui a un impact qui pourrait changer la donne, soit je m'éclipse.

Habib - Alors l'historien, l'homme adulte, l'historien, quelle est ta grille de lecture si je peux dire, tu pars dans l'étude des phénomènes à partir de quelques références plutôt de gauche, plutôt de droite, plutôt religieuses, plutôt conservatrices ? Est-ce que tu as une grille de lecture ou est-ce qu'à chaque moment tu as quelque chose de différent ?

Bechir - Quand tu as dit la position de l'historien, l'historien dans la société. C'est vrai, moi je crois à la chose suivante, l'historien n'explique pas, l'historien il change. Mais est-ce que je suis capable de le faire ou bien est ce que je peux le faire ? Peut-être, je ne sais pas, cela

dépend de ce que je suis en train d'écrire et surtout de l'impact de ce que je suis en train d'écrire. Mais je me rappelle toujours cette formule : l'historien est appelé à changer sa société et non pas à expliquer ce qui se passe dans sa société. Je reconnais, peut-être que je me suis trop engagé dans la voie de l'explication, beaucoup plus que cette prétention de vouloir changer. Et je suis d'accord avec - peut-être ça vient de l'esprit de Gramsci cette histoire-là, le changement - tous ceux qui sont engagés dans l'écriture et je crois que c'est ça qui m'a manqué. Est-ce que j'écris pour être dans cette dynamique de vouloir influencer ou de vouloir obtenir une conscience de la chose ?

Voilà, je prends l'exemple de mon intérêt pour les études de l'hydraulique urbaine, je me suis toujours posé cette question pourquoi j'ai choisi cette question ? Par définition, un historien qui se respecte, quand il écrit quelque chose, même qui remonte à l'Antiquité romaine, il part toujours de préoccupations présentes. Est-ce que ce que j'ai produit en parlant de la politique coloniale dans le domaine de l'hydraulique urbaine, pourrait avoir un impact pour changer l'actuel ? Je ne sais pas. J'aurais bien aimé. J'ai discuté à ce propos avec le regretté Horchani.

Habib - Qui est parti assez récemment malheureusement.

Bechir - Assez récemment malheureusement, je sais, mais qui était un grand expert de tout ce qui est ressources hydrauliques et tout ça. C'était un homme que je respectais beaucoup et je me rappelle son geste quand il a dit « oui, est-ce que ça pourrait changer quand on écrit ou bien quand on fait des conférences ? » Parce qu'il en a fait des conférences, il a essayé de montrer qu'il faut s'intéresser à cette chose-là mais même pas seulement en Tunisie, partout.

Donc moi, j'aimerais bien changer, plutôt participer au changement par mes réflexions, par mes écrits, par mes communications que je donne un peu partout. Mais je ne sais pas. Je ne sais pas, est-ce qu'il y aura des gens qui vont m'écouter aujourd'hui ?

Habib - Je peux élargir la question, qui écoute l'historien en Tunisie ? Est ce qu'il y a une place aujourd'hui en Tunisie pour l'historien ?

Bechir - Je commence à en douter. Au contraire, l'historien dérange, l'historien a toujours dérangé.

Habib - C'est son rôle non ?

Bechir - Mais il dérange et quand il dérange, il reçoit des coups qui peuvent nuire à cette discipline ô combien importante et intéressante dans la formation de la tête de l'enfant jusqu'à sa mort.

Je vais vous donner quelques exemples, deux.

Napoléon III, qu'est-ce qu'il a fait quand il a fait son coup d'État, de président de la République il est devenu empereur. Et il y a eu une réaction contre tout ça, dont Victor Hugo et plein de gens qui l'ont critiqué. Qu'est-ce qu'il a fait justement pour essayer de calmer les gens ? Il a éliminé l'enseignement de l'histoire et de la philosophie. Ce n'est pas par hasard qu'il l'a fait, parce qu'il savait très bien que c'est une matière qui, quand elle est enseignée correctement, peut participer à l'éveil de l'esprit critique et à comprendre tout ça. Ça, nous on le sait. Mais un garçon de quinze ans et quatorze ans, moi je le faisais, j'essayais toujours avec les enfants, quand j'étais au secondaire, de leur montrer que quand vous allez être avec moi dans une classe d'histoire, ce n'est pas pour apprendre une récitation. Je ne suis pas là pour vous remplir la tête. J'essaye de vous donner des données pour réfléchir, donc

je commence toujours par des questions.

L'autre exemple, c'est aussi le tsar Alexandre II je crois qu'il a fait la même chose.

Et nous qu'est-ce qu'on fait ? Tu as au secondaire 1 h de cours d'histoire avec un coefficient très faible et avec des méthodes d'enseignement nulles, que le professeur doit dispenser l'après-midi de 4 h à 5 h, quand l'élève n'a plus envie. Donc ça, ce n'est pas fait comme ça, c'est fait dans une optique de justement marginaliser. Et on a essayé même d'éliminer l'enseignement de l'histoire. Je ne sais pas si tu te rappelles, en 2003 ou quelque chose comme ça, on a dit pourquoi lui réserver 1 h de cours comme ça officielle dans l'emploi du temps, non ça peut être une activité le vendredi après-midi dans le cadre du club. Et ce n'est pas par hasard, c'était voulu !

Habib – Quand tu dis, ça n'a pas été pas fait par hasard, qu'est-ce que tu veux dire exactement ? Ça a été fait pour quelles raisons ?

Bechir - Si on a pris une décision, elle est politique cette décision, c'est pour justement essayer de mater plus et de pouvoir dominer. Donc ce n'est pas uniquement dans l'histoire, l'éducation, d'une manière générale, quand tu la marginalises et quand tu la rends très vide de son contenu, regarde la philo. Moi quand j'ai appris la philo, quand j'étais au lycée Alaoui dans les années 70, ce n'est pas la philo d'aujourd'hui, c'était 10 h de cours par semaine. On avait des textes, des livres, Merleau-Ponty, Sartre et compagnie et on discutait 10 h par semaine. Ça nous a donné quelque chose qui aujourd'hui va déranger. Et tu vois que le niveau est en train de baisser à une allure très inquiétante.

Donc l'historien, pour revenir à l'historien dans sa société, dans son milieu, il dérange, quand il fait son travail consciencieusement et correctement avec les objectifs que tu connais, c'est à dire vouloir changer. Donc est ce qu'on est capable de changer ?

Habib - Qui écrit l'histoire ?

Max - J'ai une petite question sur les périodes dans lesquelles l'historien fait l'histoire, écrit l'histoire. J'ai lu beaucoup, beaucoup, beaucoup de livres sur l'histoire de la Tunisie jusqu'à l'année 56. Après, il y en a, c'est sûr, mais il n'y a pas beaucoup de livres, d'études, après cette année, c'est une question d'institutionnalisation de l'histoire en Tunisie, comment nous

Bechir - La question est rattachée à quelque chose de très évident, c'est les archives. Notre grand problème, si j'ai bien compris s'agissant de l'histoire de la Tunisie contemporaine, notre grand problème après 56, c'est d'accéder aux archives.

Les archives nous sont données au compte-gouttes, c'est connu. Par exemple, notre seule source qui était très intéressante pour nous, c'est le Quai d'Orsay à Paris, c'était Nantes et tout ça. Mais là, quand tu veux chercher quelque chose qui concerne les années 60, même la bataille de Bizerte, des choses que nous considérons bien connues ce qui n'est pas vrai parce que ce sont des archives encore réservées, elles ne seront disponibles qu'en 2015. Le sud de la Tunisie, ce qui s'est passé entre 56, 57, 58, dans le cadre de ce conflit entre Bourguiba et Salah Ben Youssef. Toute la situation en gros jusqu'à la bataille très mal connue d'évacuations, en même temps que Bizerte et les gens l'ignorent, la bataille de la borne 233 au sud tunisien est très mal connue. Pourquoi ? Parce que les archives ne sont pas encore

Alors qu'est-ce qu'il faut faire ? Est ce qu'il faut écrire n'importe quoi en se basant sur les journaux, sur des informations qui pour moi ne sont pas fiables à 100 % ou bien attendre ? Bon, on essaye justement de suivre un peu et heureusement qu'il y a quelques cartons qui

commencent à être consultables, surtout au palais de Vincennes. Au palais de Vincennes, en ce qui concerne la période après 56, c'était une question beaucoup plus militaire que politique. C'est ce qu'on appelle le SHA, le service historique de l'armée de terre, là où on trouve justement des choses qui pourraient peut-être éclairer cette période.

Bon, on essaye malgré ça en se basant sur d'autres archives, dont l'histoire orale évidemment, de construire cette histoire qui va de 1956 jusqu'à maintenant. On vise plus loin parce qu'il y a les années 70 qui sont riches en événements et même après. Les événements sont en train de se dérouler à un rythme très accéléré, est-ce que l'historien va faire le travail d'un chroniqueur, d'un journaliste ? Bien que ce soit un travail aussi très intéressant. La preuve, nous aujourd'hui, parmi les archives sur lesquelles on se base pour écrire notre histoire, c'est les journaux, les journaux de l'époque des années 30, les années 40. Mais jusqu'à quel point ce qui est en train de s'écrire aujourd'hui au jour le jour sur ce qui se passe - je parle un peu sur les années 70, 80 et jusqu'à aujourd'hui - pourrait constituer des éléments archivistiques, des outils de travail pour l'historien ? Il y en a qui sont pour, par exemple notre collègue Fethi Lissir, il n'y voit aucun inconvénient parce que lui, c'est un féru de l'histoire immédiate. Il se dit que l'historien est capable de réfléchir même à partir de données publiées aujourd'hui.

C'est vrai, l'historien a besoin de ce recul. Il a besoin de voir ce qu'on appelle les archives officielles. Mais une question qui se pose, peut-être qu'on va l'évoquer en parlant de l'histoire orale si vous voulez, est-ce que les archives écrites, est-ce que les archives officielles qu'on trouve dans les placards des ministères ou des gens de décision, est-ce que ces archives-là ne sont pas elles aussi manipulées ? Jusqu'à quel point elles sont fiables pour écrire une histoire crédible ? Est-ce qu'il y a une histoire crédible ? C'est une question à laquelle on ne trouve pas de réponse. Est-ce que l'historien cherche à arriver à la vérité ? Point d'interrogation aussi. Moi je dis, juste pour calmer un peu la polémique et la discussion, que l'historien essaye d'être avant tout objectif, objectif.

C'est ce que j'ai commencé à dire depuis tout à l'heure en parlant d'engagement, de militantisme, etc. L'historien doit être objectif. Il doit essayer, pas uniquement de relater les faits, il est obligé aussi d'émettre des avis, il est obligé de faire des interprétations, des lectures personnelles, de critiquer, ça c'est important, mais le fil entre la critique, l'interprétation et la lecture des faits, le fil est très mince.

Habib - La question « où est-ce que l'historien se situe ? » est d'autant plus importante en Tunisie qu'il y a, si je peux dire, maintenant on est en 2022, il y a maintenant deux histoires, l'histoire officielle et l'autre histoire qui commence à se libérer, surtout à partir de 2011, mais pour quelques-uns même avant, qui ont commencé à écrire des choses.

Bechir - Oui bien sûr, oui.

Habib - Tu en as fait partie pour certaines choses, alors justement quand on dit l'histoire officielle, ce ne sont pas des fonctionnaires, il y a quand même des chercheurs qui ont été chargés, qu'on pourrait appeler les historiens du Prince, est-ce que ça a existé réellement en Tunisie, disons à partir de l'indépendance au moins ?

Bechir - Alors, justement à partir de l'indépendance il y a eu un événement très important qui est la réforme de l'enseignement en novembre 58. Attachons-nous uniquement à cet événement. Pourquoi justement, on a voulu réformer l'enseignement ? C'était dans le cadre de la reconstruction du pays. Après le colonialisme, la création de nouvelles institutions. C'était la mise sur pied du nouvel État moderne de cette jeune Tunisie récemment libérée du joug du colonialisme. Mais en même temps, il y avait quelque chose qui était sous-jacent

pour Bourguiba et compagnie. Mais surtout pour Bourguiba, Bourguiba c'était le vainqueur, le vainqueur sur tous les plans. Vainqueur « contre la France », à discuter, mais vainqueur surtout contre ses rivaux, contre Farhat Hached, il ne faut pas l'oublier. Farhat Hached qui aurait pu être un grand, un grand concurrent. Il avait beaucoup plus de charisme et surtout de popularité, parce qu'il était à la tête d'une institution qui avait comme membres les travailleurs qui étaient beaucoup plus nombreux que les destouriens convaincus ou pas. Et puis l'autre, Salah Ben Youssef. Il y a une belle photo d'ailleurs que tu as peut être vu sur le livre de Lazhar qui fait la couverture. Elle est très belle cette photo. C'est la première fois que Bourguiba rencontre Farhat Hached. Et puis la main de Salah Ben Youssef qui pousse Farhat Hached pour lui dire ne regarde pas Bourguiba, regarde l'objectif de la caméra. A chacun sa lecture de cette photo qui est très belle et qui démontre que Bourguiba voudrait être le seul et unique bénéficiaire de cette histoire du mouvement national. Et il a eu ce qu'il voulait mais maintenant il s'agit en 56-57-58, de légitimer son pouvoir. Il va le légitimer par le plus grand instrument, la plus grande arme qui est capable de s'introduire dans la tête des gens pour leur faire accepter que Bourguiba est le seul zaïm, le seul maître à bord, c'est l'enseignement.

Et puis je reprends une citation de je crois c'est Nora qui l'a dit, Pierre Nora, « Les seuls gardiens de la mémoire sont les élèves », donc il faut jouer sur ça. Et pour légitimer sa présence c'est le domaine de l'histoire. Donc il faut écrire une histoire telle qu'elle est voulue et conçue par Bourguiba. Et ça a fonctionné comme ça pendant une trentaine d'années.

Donc tu vois, le pauvre professeur de l'enseignement secondaire qui doit travailler comme je l'ai fait moi à partir de 77 pour gagner ma croûte, il faut appliquer parce que l'inspecteur est là derrière toi et les consignes que tu reçois quand tu reçois ton premier poste, c'est d'appliquer les consignes qui émanent du ministère. Si tu ne les appliques pas tu es puni.

Donc nous, on était très diplomates, capables de pouvoir inculquer aux élèves ce que le programme exigeait, mais en même temps - et c'est ce qu'on appelle la didactique de la matière et la pédagogie qui diffèrent d'un enseignant à un autre - pour savoir comment en parlant des qualités de Bourguiba, en même temps leur dire qu'il n'y a pas que Bourguiba. Parce qu'il faut que vous sachiez une chose, dans les administrations de tous les lycées à l'époque de Bourguiba, le proviseur n'était pas uniquement proviseur. Il était quelqu'un qui doit surveiller et faire son rapport sur ce qui se passe dans toutes les classes. Et dans chaque classe chaque proviseur qui se respecte et fait bien son travail doit avoir un élément intelligent parmi les élèves qui peut lui rapporter ce que Monsieur Bechir Yazidi est en train de dire en classe de 9 à 10, ça arrive et on le sait.

Habib - Est ce que tu as réussi, quand même ?

Bechir – Je n'ai jamais eu de problèmes. J'ai passé 20 ans dans l'enseignement secondaire comme un roi.

Habib - Parce que tu t'es plié aux règles, ou parce que tu as réussi à trouver...

Bechir – Je vais quand même me lancer des fleurs, parce que j'ai pu être un excellent pédagogue.

Habib - C'est l'occasion !

Bechir - J'étais très bien encadré, j'avais des inspecteurs qui, je vais la citer, Naziha Ferchichi, une dame exceptionnelle qui m'a appris à faire mon travail. Et puis j'avais cette faculté, j'avais cette capacité peut-être parce que j'aimais bien le théâtre, comment inculquer

des choses sans pour autant trop m'embourber et m'enliser et me mettre en danger. Donc c'est la manière dont tu relates les choses, comment tu choisis les exemples sans t'impliquer, sans qu'on trouve aucune preuve que tu es en train de dévier.

Habib - Donc, avec le recul, l'enseignant d'il y a plusieurs années, maintenant peut dire Moi j'ai fait ce que j'ai pu dans les limites possibles.

Bechir - Je ne blâme aucun collègue. S'il a suivi les consignes, c'est une question de vie ou de mort, bon j'exagère un peu.

Parallèlement il y a l'enseignement de l'histoire au niveau universitaire et là je peux témoigner. Walid Mahjoubi, il est encore en vie, il peut en témoigner aussi, d'ailleurs, c'est lui qui m'a rapporté ça. Il m'avait dit, parce qu'il enseignait l'histoire du mouvement national à la faculté du 9 Avril, moi j'étais en première année et on parlait de ça aussi, aucune pression, aucune orientation officielle qui vient d'en haut pour leur dire il faut enseigner l'histoire de la Tunisie selon la vision officielle. Non, ils étaient tous libres à l'université, c'est ça le problème.

J'ai écrit quelque chose à propos de ça, ce qu'on enseignait à la faculté, et que nous en tant qu'étudiants on apprenait, est-ce qu'on était capable de le déplacer après une fois qu'on est devenus enseignants au secondaire ? Et c'est là la coupure, c'est très délicat, c'est en filigrane, mais ça existe. Tu enseignes ce que tu veux à la faculté, aucune importance. Mais une fois que tu es nommé pour enseigner dans une école secondaire ou dans un collège, là ça devient une autre affaire. Là, tu as un programme, là tu as des directives, des objectifs. On nous distribuait des livrets d'objectifs, pour chaque module d'histoire en première année ou en terminale, quels sont les objectifs ? Il y a de l'idéologie là-dedans, il faut savoir comment les lire, c'est tout.

Surtout cet objectif qui cherche à faire sentir à l'élève et le rendre conscient de son appartenance arabo musulmane dans le Maghreb, dans la Méditerranée, ses rapports avec l'Orient, enfin des choses comme ça très volatiles, son identité. Mais ça tourne toujours quand il s'agit d'enseigner. D'ailleurs, je vais vous parler de la réaction des élèves en terminale. Le programme d'histoire en terminale, tel que je l'ai enseigné dans les années 80, une grande partie c'est l'histoire internationale, la première guerre mondiale, le bolchévisme, etc., la deuxième moitié du programme, c'est le mouvement national tunisien. Alors la réaction des élèves quand j'annonce maintenant on passe à la deuxième partie de notre programme, on va commencer par l'histoire du mouvement national. « Oh, on va lire des mensonges ! » Et des réactions qui fusent de partout. Donc il faut beaucoup de patience et savoir comment leur faire comprendre que ça fait aussi partie de notre histoire et comment on veut leur faire passer ce message qu'on ne va pas faire l'éloge de Bourguiba comme c'était fait dans les années 80, 70. C'était ça, le programme du mouvement national, pour illustrer le cours, à 80% c'étaient des textes de Bourguiba. C'étaient des textes à commenter. En plus de l'enseignement il y avait le matraquage à la télévision, les discours de Bourguiba qui étaient transmis, ou bien ce qu'on appelait le feuilleton quotidien, dix minutes avant le début du journal parlé de 8 h du soir.

Habib - Il y avait aussi le fameux séminaire sur l'histoire nationale que Sayah organisait et dans lequel Bourguiba était le seul intervenant.

Bechir – Mais Sayah, en l'évoquant, n'a fait que cautionner et renforcer cette orientation de l'histoire officielle que le grand responsable de l'émancipation de la Tunisie, c'est Bourguiba.

Habib - Justement, j'avais une question par rapport à Sayah. Est-ce que, ça peut paraître

très léger je l'avoue, mais est ce qu'on peut dire que Sayah a été l'historien officiel de la Tunisie des années Bourguiba ?

Bechir - Il a cette étiquette à travers la série de livres qu'il a écrit sur l'histoire du mouvement national. Il commence par « dialogue », « rupture » et tout ça, on les a ici, mais je vais être encore plus simpliste encore quand je dis que malgré ça, ces livres de Sayah ont constitué une référence pour plusieurs historiens. Si tu ouvres maintenant plusieurs thèses de l'époque de 90, 80, dans les bibliographies Sayah est cité.

Habib – Il est cité comme une référence sérieuse ou comme un exemple de choses ?

Bechir – Non, comme une référence sérieuse parce qu'il faut reconnaître comme une grande qualité dans ce qu'il a écrit, les événements, parce qu'il les a suivis à la minute près. Quand tu as besoin d'une connaissance, de connaître un événement dans son contexte exact, là on est sûr que c'est sérieux. Mais ce qui n'était pas très bien partagé par tout le monde, c'est cette exagération, il a agrandi, il a exagéré un peu l'image de Bourguiba.

Donc ça, c'est l'histoire officielle. Et il y avait donc cette distinction entre le secondaire, le primaire aussi mais bon le primaire c'est trop négligé, et l'université. L'université, il n'a pas de pression, il n'y a pas d'histoire officielle on peut utiliser n'importe quel discours pour les étudiants. Maintenant, elle est discutée cette histoire officielle, même avant la révolution de 2010-2011, on a essayé quand même grâce au PNR, ce programme national, on a commencé à écrire d'une manière plus réfléchie, plus scientifique, en se basant sur une nouvelle autre source de connaissances qui sont les archives orales. Et ça je crois, bien que trop critiquées, les archives orales ont quand même constitué pour certains une source de connaissances pour combler ce qui manque, pour compléter ce qui se trouve dans les archives écrites, ou bien pour contredire ce qui est dans les archives officielles. Partant du fait, comme je le défends moi, qu'une archive écrite n'est pas sacrée, elle peut être manipulée, et moi j'ai plein d'exemples là-dessus.

Habib - A quel moment l'histoire orale a commencé à avoir de l'importance en Tunisie ? Académiquement parlant, je ne parle pas du côté politique.

Bechir - Académiquement parlant, c'est à partir justement des consignes de André Nouchi ou Charles-André Julien, je ne sais plus qui, qui a dit, j'ai cette citation quelque part, il faut aller chercher les sources n'importe où. Il ne faut en aucun cas négliger quoi que ce soit pour écrire l'histoire. Une manière de dire qu'il n'y a pas que les archives écrites. Et ça a pris peau avec justement ces séminaires dont je parlais tout à l'heure et avec les témoignages et les polémiques qui naissaient dans les salles de conférences, des polémiques issues de la réaction d'anciens collaborateurs de Bourguiba ou d'anciens opposants à Bourguiba qui étaient présents - ils sont tous partis maintenant ils sont tous morts - heureusement qu'on a enregistré pratiquement tout ce qu'ils avaient dit, sans tenir compte de la véracité, sans tenir compte de l'importance, de la crédibilité. Non, l'essentiel, c'est avoir un autre son de cloche qui pourrait éveiller chez l'historien, chez le chercheur, l'idée d'aller chercher ailleurs. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il va reproduire mot à mot les témoignages de cet acteur ou de ce témoin pour dire que ce qui s'est passé est vrai, voilà ce que dit untel, non ! Ça, c'est une dérive. Au contraire, ce n'est même pas scientifique. L'importance de ces témoignages, c'est qu'ils peuvent servir. Tout d'abord, il faut chercher plusieurs témoignages autour d'une seule thématique.

Donc maintenant le travail de l'historien c'est comme s'il travaillait sur un papier, sur un texte écrit, une archive écrite, pour l'histoire orale, c'est la même chose. Les deux types de documents obéissent à la même règle de traitement. Il faut croiser, interpréter, lire et surtout

croiser. Quand j'ai cinq ou six témoignages autour de la même thématique, ça me permet donc de croiser avec, bien sûr les cinq témoignages, mais aussi avec ce que j'ai trouvé dans les archives écrites, dans les journaux. Et c'est pour cela que c'est un travail de longue haleine.

Écrire, ce n'est pas facile si on veut vraiment travailler honnêtement, sérieusement et produire quelque chose qui pourrait intéresser, sinon ce n'est pas la peine. Maintenant, les jeunes chercheurs c'est pratiquement de la compilation de ce qu'on trouve directement dans les archives. C'est comme si c'était lui qui avait produit ce travail-là. Par contre, nous avons aussi des travaux qui sont d'excellente qualité. Moi, j'ai encadré quelqu'un, d'ailleurs son travail est publié, sur le mouvement des fellagas dans le Sud-Est de la Tunisie en se basant sur des témoignages oraux essentiellement. Il a écrit un livre très intéressant aussi sur ce qui s'est passé à Ben Guerdane, qu'il a publié aussi.

Habib - Est-ce qu'on peut dire aujourd'hui, en 2022, que l'effort ou le travail d'écriture ou de réécriture de l'histoire de la Tunisie est sur un bon chemin ? Est ce qu'on a une chance un jour de dire voilà, on a un ensemble de documents qui nous permet, en les croisant, en les lisant, de savoir ce qui s'est passé dans ce pays ?

Bechir - Ma réponse est oui, sauf que je n'aime pas cette utilisation de « réécriture ».

Habib - Parce qu'on l'a écrite cette histoire !

Bechir - Elle est écrite l'histoire. Maintenant, essayer quand même d'écrire encore une fois l'histoire, en prenant les mêmes dossiers dont nous croyons qu'ils sont déjà écrits, publiés tout ça, non moi je suis contre. Dans le travail de tout historien et dans l'histoire d'une manière générale, il n'y a jamais un dossier qui a été clos et fermé. Non, il faut revenir et les ouvrir de nouveau et les revoir à la lumière de nouvelles données. Je ne le dis pas données dans le sens nouvelle trouvaille archivistique uniquement, même au niveau du contexte intellectuel et politique.

On a fait un séminaire en Allemagne il y a quelques années à propos de l'influence de ce qui s'est passé dans le monde arabe en 2010, 2011, 2012 sur l'écriture de l'histoire, c'était un bon séminaire. Et j'ai écouté des Libanais, j'ai écouté des d'Égyptiens et c'était très intéressant parce que ce n'est pas une question d'archives. Ce n'est pas une question de nouvelles trouvailles, de connaissances et de réalité ou de vérité. Si, certes, ça peut l'être aussi, parce que les gens qui n'ont pas eu le temps ou qui n'ont pas eu le droit de parler, c'était une opportunité pour eux non seulement de parler et de témoigner, mais de donner ce qu'ils ont comme archives.

Rapidement je vous donne un exemple. Au lendemain de la révolution et du temps de la direction de cet institut par Abdesslem Ben Hamida, il m'a appelé et il m'a dit Béchir, il y a le fils de Sassi Lassoued qui nous a appelé et il a dit que son père possède des documents qu'il a toujours cachés avec l'aide de sa mère parce qu'il croyait détenir quelque chose d'explosif, ils ont toujours cette hantise. Maintenant que tout a changé et qu'on peut parler librement, il a l'intention de nous donner ses archives. Je l'ai reçu ici, il nous a amené trois ou quatre cahiers où il y a des choses extraordinaires sur les dépenses, sur le coût des fellagas, comment ils mangeaient, comment, c'est le vécu.

Donc c'est ça ce que j'appelle réécriture, réécriture, c'est à dire reprendre sans changer, dans le sens que ce qui a été écrit à l'époque de Bourguiba est obsolète, il faut le balancer. Non, il faut garder ! Il y en a plein qui ont travaillé sur les livres d'histoire à l'époque de Bourguiba, les livres scolastiques. Leila Adda que tu connais elle a fait un certificat d'aptitude

à la recherche à partir de l'enseignement de l'histoire dans les livres. C'était très intéressant. Il faut les garder, ça fait partie de notre mémoire, c'est notre mémoire, même si elle est douloureuse, même si elle est erronée, même si elle est, comment dire, maquillée et tout ça. Mais il faut que ça reste. Notre drame nous en Tunisie et dans pas mal d'autres pays, c'est qu'on se débarrasse du document en disant que ça ne sert plus à rien.

Donc il faut savoir comment préserver le patrimoine, quelle que soit sa nature. Mais le plus important, c'est comment traiter cette mémoire, comment se comporter avec cette mémoire sans l'esprit de vouloir détruire. C'est une autre étape, un autre élan dans l'écriture de notre histoire, de la période qui a été déjà écrite mais sous une autre optique, dans un autre contexte. Et comme je l'ai dit dans un environnement qui permet peut-être de dire ce que nous ne pouvions pas dire à l'époque de Bourguiba et de Ben Ali, donc, c'est une occasion pour réinterpréter.

Alors je donne toujours l'exemple que j'ai connu récemment parce que je suis en train de le lire, le livre de Lazhar Gharbi, quand il parle de cette transition post-coloniale. Finalement, quelqu'un qui va lire ça superficiellement va dire mais qu'est-ce qu'il est en train de dire ce monsieur ? Il est en train de répéter ce qui a été déjà écrit, les conventions, le protocole. Mais quand on regarde de plus près et on voit ses petites phrases, il est en train de reproduire mais en essayant de faire une autre lecture pour justement transmettre la transitologie du domaine des sciences politiques dans un domaine qu'il a toujours refusé, c'est à dire l'histoire. Et pire encore pour les pays de l'Afrique du Nord, alors que les chantres de la transitologie disent que c'est une matière qui n'est pas applicable aux Arabes. Parce que qui dit transition dit démocratie et dans notre pays il n'y a pas démocratie, mais Lazhar a osé, pour dire que c'est vrai, il n'y a pas une démocratie, mais on peut utiliser cet outil pour lire autrement une période que tout le monde croyait déjà écrite et connue. Et c'est pour ça que j'ai apprécié ce livre.

Habib - Je voudrais revenir à, si tu permets, ton itinéraire de chercheur. En quoi, et la question est directe, pardon, en quoi Béchir Yazidi, l'historien bien sûr, a été ou est toujours utile, dans l'écriture de l'histoire bien sûr, on parle d'histoire.

Bechir - Moi je croyais qu'en arrivant à 65 ans, j'ai toujours cru que bon, c'était fini et que j'ai fait mon travail. J'ai enseigné et j'ai produit quelque chose, utile ou pas, je ne sais pas. Maintenant, qu'est-ce que je vais faire ? Quand j'ai posé cette question-là, je n'ai pas eu le temps de répondre à ma question. C'étaient des sollicitations, c'étaient des invitations. C'étaient des « pressions », une belle pression, de la part de cet institut et des responsables qui sont ou qui étaient à la tête, pour me dire Béchir tu es toujours utile. On ne peut pas se passer de toi pour certaines choses.

Donc j'ai repris mon bâton de pèlerin, bien que je ne l'aie jamais abandonné. Au cours de mes 20 années en tant qu'historien et chercheur à l'université, j'ai amassé une quantité énorme de documents que j'ai utilisés pour quelques travaux. Mais d'autres n'ont jamais été utilisés, qui attendent. Donc, je pensais trouver le temps pour écrire ce que je voulais écrire, que je n'ai pas eu le temps d'écrire, surtout à propos de ma grande passion, deux grandes passions. C'est le domaine de l'Etat et surtout l'hydraulique, le domaine de l'hydraulique. J'ai voulu reprendre ça et publier un livre qui parle de ça correctement. La deuxième passion, c'est les rapports entre l'Espagne et la Tunisie à l'époque contemporaine. Parce que de mon sujet de certificat d'études à la recherche sur les républicains espagnols, je n'ai pas abandonné ça et je ne le dis pas ça pour me jeter des fleurs, je suis presque le seul spécialiste en Espagne de ce qui concerne l'exil républicain en Tunisie, parce que j'ai écrit un livre en espagnol publié en Espagne. Donc plein d'universités et de groupements de mémoires démocratiques en Espagne font appel à moi pour travailler. Et pour être précis du

9 au 14 mars je suis impliqué dans les journées hispano-tunisiennes et je vais parler justement de cette histoire-là. Donc, ces deux grandes passions m'ont toujours laissé en contact avec le monde de la recherche, avec la faculté, que ce soit celle de la Manouba, du 9 Avril, avec l'institut évidemment, et avec les instances espagnoles, avec l'ambassade, avec Cervantes, le centre culturel espagnol. Donc, je me suis laissé entraîner par cette euphorie, par cette magie et je me suis dit finalement, qu'est-ce que je vais faire si je ne fais pas tout ça ?

Donc, est ce que maintenant je suis utile ? Ce sont les autres qui me laissent entendre ça, parce que je me dis tout simplement, c'est une petite équation, si je n'étais pas utile, ils n'auraient jamais fait appel à moi. Tiens, le directeur qui est partant, il a démissionné, Khaled Abid, tu connais ? Dès sa nomination, il m'a téléphoné, il m'a dit viens j'ai besoin de toi. Il y a certaines choses qui se passent ici à l'institut et tu es le seul qui pourrait les gérer. Je parle scientifiquement, évidemment, scientifiquement, et je suis très heureux parce qu'on a gardé ma place dans le comité de rédaction de la revue Rawafid, que publie cet institut.

Habib - Et l'histoire hydraulique du coup, elle prend un peu moins de place ?

Bechir - Non, non, non, au contraire. J'ai terminé l'introduction, c'est à dire c'est une question de trouver un temps à moi, je dois le faire. Mais il faut que je termine un peu mes engagements qui reprennent, surtout avec l'Espagne.

Habib – Tu as aussi dirigé des thèses ?

Bechir - Oui, des masters, des thèses.

Habib – Est-ce que tu as eu des choix ou est-ce que tu as essayé d'orienter un peu les thèses que tu as dirigées, dans un sens ou dans un autre ? Quel directeur de thèse tu as été ?

Bechir - Alors j'ai fait les deux. J'ai dirigé selon mes orientations de recherche surtout l'eau. Plusieurs masters que j'ai encadrés traitent de la question hydraulique, sinon, je laisse le choix aux candidats s'ils me présentent quelque chose. Par exemple, j'ai eu une étudiante que j'ai encadrée et qui a travaillé sur les architectes italiens en Tunisie. Ça m'a passionné. Tu vois même un encadrant, tout grand qu'il peut être, il apprend aussi et j'ai appris des choses extraordinaires que je ne connaissais pas. Une autre qui a travaillé sur la ville d'Ueddán, en Libye, sur la décoration des maisons. Le dernier en date qui a soutenu sa thèse alors que j'étais retraité, mais j'étais toujours son encadrant scientifique, il a travaillé sur la ville de Kairouan, la ville de Kairouan à l'époque coloniale.

Habib - Est ce qu'il y a encore des zones d'ombre dans l'écriture de l'histoire ? Est ce qu'il y a encore des sujets qui n'ont pas été traités, des régions qui n'ont pas été touchées et des catégories sociales aussi. Et pourquoi ?

Bechir - Quoi qu'on fasse, il y a toujours des zones d'ombre. Même, je l'ai expliqué tout à l'heure, dans des sujets qui ont déjà été traités. Et je crois qu'il y a toujours des choses à dire. Moi, je m'étonne quand j'entends quelqu'un dire : mais il n'a pas le droit de travailler sur tel sujet, moi, je l'ai fait ! Mais lui il va le faire peut-être pas comme toi, sinon ça devient de la compilation, du plagiat, c'est à ce moment-là que tu vas protester mais attends de voir, peut-être qu'il va dire des choses qui diffèrent, bien que ce soit le même sujet. Moi, j'adore ça.

Donc des zones d'ombre, il y en a. Par exemple moi, j'adore le centre ouest de la Tunisie, la région de Kasserine, Gafsa. Je crois que le travail le plus fourni dans cette région-là

appartient à la période ancienne, surtout romaine, des archéologues historiens de l'époque romaine, ils ont beaucoup travaillé et on a d'excellents chercheurs, je ne cite pas de nom, il y en a plein, mais je pense que pour les autres périodes, par exemple la période médiévale un peu moins, moderne presque pas, contemporaine ça part dans tous les sens alors qu'il y a beaucoup de choses à dire à propos de cette région. Maintenant, pourquoi ? Est-ce une question encore une fois d'archives ? Est-ce une question de marginalisation de ces zones-là dans la mentalité des gens ? Moi, je ne veux pas le penser, mais parfois ça s'impose.

Moi, je me suis intéressé à Kasserine. J'ai fait un petit travail, Kasserine et la présence des réfugiés républicains espagnols. Pour moi, c'est ce sont eux qui ont créé la ville et j'ai démontré ça. Donc pourquoi ne pas voir autre chose ? On s'intéresse un peu à la Deuxième Guerre mondiale, mais pas suffisamment. Si on fait une nouvelle évaluation, c'est une zone qui est trop négligée, le nord-ouest aussi. On a essayé en 2005, en 2004, de faire un grand travail multidisciplinaire qui tourne autour de cette région avec des historiens, géographes, sociologues tout ça, mais ça n'a pas donné les résultats escomptés. Il n'y a eu aucune publication.

Habib - On en parlait ce matin en venant, on parlait des fellagas, le sujet des fellagas, il a été relativement peu traité.

Bechir - Bon, il y a des travaux, mais ils sont éparpillés.

Habib - Mais ma question est un peu plus subtile, si je peux dire, méchante. Est-ce qu'il y avait un certain moment, ici ou ailleurs, une volonté de marginaliser certains sujets ou certaines régions ?

Bechir - Concrètement et visiblement, je ne crois pas, non. Non, c'est une sensation. Peut-être est-ce une sensation qui vient de ma part, mais voulue je ne sais pas.

Habib - Tu penses qu'à l'époque de Bourguiba, on n'a pas essayé d'éteindre ce sujet-là ?

Bechir - Ils étaient quand même stigmatisés par Bourguiba. Ils étaient stigmatisés alors qu'ils l'ont porté au pouvoir en quelque sorte. Et tu sais très bien ce qui s'est passé quand il a pris le pouvoir, il les a chassés de son bureau. Voilà, par exemple un sujet qui a besoin de d'investigations très approfondies, il est très mal connu parce qu'il y a des informations qui partent dans tous les sens. A chacun sa petite histoire.

Habib - C'est ça le danger. Quand je parlais tout à l'heure de la réécriture de l'histoire, et qu'on soupçonne ou qu'on découvre, c'est encore pire si on découvre, mais on soupçonne du moins des raisons politiques derrière le fait que tel sujet n'a pas été abordé.

Bechir - Ce serait merveilleux ! Au contraire c'est une relance extraordinaire. Et là, le sujet que tu poses, les fellagas depuis leur création, pourquoi on les appelle fellagas ? c'est un autre problème. Mais comment ils sont venus ? Avec qui ? Est-ce que c'était spontané ? est-ce qu'il y a eu un encadrement, comme on le raconte, de la part de Taïeb Mehiri, on a toujours dit que c'était lui, alors que d'autres que j'ai interviewés, ils disent qu'ils n'ont aucun rapport avec ce monsieur, qu'ils n'ont jamais attendu des consignes de la part du Néo-Destour pour bouger. D'autres qui disent oui, ça dépend, tu vois. Et puis nous, ici, on a un corpus sur les témoignages de grands messieurs qui étaient les chefs et qu'il faut exploiter. Moi j'ai poussé des jeunes, mais ça ne les intéresse pas.

Habib - Moi je viens d'une famille, en gros il y a une partie qui est moghaznia et l'autre partie qui est fellaga. Mais les moghaznia aussi je découvre petit à petit qu'ils ont eu un rôle absolument extraordinaire. Ce n'était pas seulement des tireurs de cartouches, ils ont joué

un rôle social extrêmement important.

Bechir - Absolument. Donc tu vois, ce ne sont pas les arguments qui manquent. Cette histoire de fellagas, ou moghaznis, qui était le traître ? qui était le militant ? qui était le nationaliste ? D'autres prétendent qu'ils étaient moghaznis mais qu'en même temps ils jouaient un double rôle. Il y en a eu, je sais, mais il faut être sûr qu'il y en a eu.

Habib - Et qui ? Et pouvoir les nommer.

Bechir - Non, même si on les nomme, ce n'est pas suffisant. Il faut qu'il y ait des preuves quand même. On ne peut pas dire n'importe quoi. Tu sais que dans le sud, tu es mieux informé que moi, moi quand j'étais là-bas j'ai entendu des calomnies, des accusations pour telle ou telle personne « la veille de 52 il portait encore son burnous bleu » - pour les non-initiés les burnous bleus, c'étaient les goumiers, ceux qui collaboraient avec la France - « quand il a compris que le vent déviait, il l'a balancé il est sorti pour dire qu'il est militant et qu'il était victime de la France alors qu'il était un grand collaborateur ». Qui croire ? Moi, j'étais hors de moi à Tataouine une fois, entre deux clans, lors il y avait les Yousséfistes, il y avait les Bourguibistes, il y avait je ne sais pas qui. J'ai crié sans m'en rendre compte. Ecoutez-moi, je leur ai dit, je suis ici pour essayer de reconstituer l'histoire de la Tunisie en cette période. Je ne suis pas ici pour régler le problème qu'il y a entre vous.

J'ai été très bien reçu par Amor el Barghouti qui était un grand monsieur, un grand monsieur qui était quand même très bienveillant parce qu'il ne m'a pas laissé contacter les Yousséfistes. C'était lui qui venait me chercher dans sa Mercedes pour m'emmener à Beni Khedache pour m'entretenir avec ceux qu'il a invités, pas les autres qui étaient dehors et qui criaient parce qu'ils voulaient aussi parler, il les empêchait. Quand je termine, il me prend, je mange chez lui pour ne pas être en contact avec les autres.

Tu vois, c'est pour ça que je l'ai dit dès le départ, j'aimerais bien écouter tout le monde, mais il y avait une volonté politique à l'époque qui empêchait, ceux qui voulaient parler ne pouvaient pas parler. Il y a eu Soufi, qui a fait le travail à ma place, un enseignant du primaire qui est à Djerba. Ammar Soufi. Et c'était lui, parce que le père est Yousséfiste, qui est venu me voir. Il m'a dit ceux qui étaient empêchés, je vais m'en occuper. Il a publié un livre, justement, deux livres, il a publié deux livres. Mais celui dont je parle, c'était à la suite de mon séjour et quand on m'a empêché de voir ces gens-là, il m'a dit Moi, je m'en occupe. C'était un ami parce qu'il enseignait à Tunis avant et malheureusement, il n'est pas cautionné, reconnu comme historien parce qu'il n'est pas historien. Et moi, j'aime bien son travail et là, c'est un autre travail. Est-ce que pour être historien il faut être académique ou diplômé ? Non, ce n'est pas un historien ! Et alors ! même s'il n'est pas historien ! D'ailleurs j'ai été le rapporteur d'une thèse qui va être publiée bientôt sur l'histoire écrite par les non-historiens. Un super travail, un super travail.

J'ai plein de titres que j'apprécie qui sont bien écrits, mieux que ceux écrits par un historien de métier.

Habib - Ça pose, presque un sujet de provocation donc c'est juste de la polémique, mais qu'est-ce qu'un document historique ?

Bechir - Qu'est-ce qu'un document historique ? Un document historique, c'est à dire une source ou bien écrit, un document historique tu parles de sources, ce que j'utilise moi pour écrire ?

Habib - Non de ce que tu produis.

Bechir - C'est le résultat d'un intérêt pour un sujet que j'ai choisi et qui a nécessité un travail énorme, premièrement et ça tout le monde le sait, pour la collecte des informations, donc être un peu partout dans les centres de recherche où je peux trouver ce qui pourrait m'intéresser, et puis essayer donc de répondre à une ou plusieurs problématiques que j'ai posées dès le départ en choisissant ce sujet et essayer de trouver des réponses dans cette masse d'archives. Et après avoir interprété et lu ces archives à la lumière des questionnements que je me suis posés, arriver ou pas à un certain résultat. Mais est-ce que ce travail-là est uniquement à l'honneur d'un monsieur qui a un doctorat ou un diplôme, ou est-ce qu'un autre qui n'a pas ces mêmes titres est capable de faire le même travail ? Je te réponds sans te donner le temps de répondre. La seule question qui pourrait se poser, c'est une question de méthodologie. Ce que je reproche par exemple à Ammar Soufi, c'est sa manière d'approcher. C'est la méthodologie d'écrire, parfois il est emporté, parfois il n'est pas objectif. Mais même dans les écrits d'un historien de métier, on peut trouver ces choses-là aussi. Je pense qu'il faut tout lire.

Habib - Je crois qu'on commence à s'approcher de la fin, en ce qui me concerne du moins, j'ai encore une question sur la construction intellectuelle de l'histoire. Ce n'est pas seulement l'écriture c'est comment on construit l'histoire et un peu à l'image d'autres pays aussi on pourrait en dire beaucoup. Mais l'histoire, en Tunisie du moins et dans beaucoup d'autres pays, reste urbaine, elle ne touche pas aux questions rurales. L'histoire du foncier tunisien, l'histoire des déplacements, même le nomadisme ou le pastoralisme, c'est abordé un peu d'un côté exotique, un peu anecdotique ou exotique. Il n'y a pas d'intérêt pour le rural. C'est quoi cette histoire ? Pourquoi ? Parce que les historiens sont tous des urbains ?

Bechir - Là, tu me rappelles la même réflexion faite et émise par notre ami, collègue, professeur Hédi Timoumi, c'est lui qui a pratiquement lancé cette accusation. Pourquoi ? Parce que lui, il est issu d'un milieu rural dans les environs de Kairouan, mais est-ce que lui, qui accuse les historiens de ne pas s'occuper de l'histoire rurale, est-ce qu'il a écrit une histoire rurale ?

Habib - Non, non mais.

Bechir - Bon un peu dans sa thèse de troisième cycle, que j'ai abordée moi-même dans ma thèse en parlant des terres collectives, des paysans, des problèmes subis par les paysans à cause de la classification de leurs terres en terres collectives et non pas une propriété, ou aïrch, une tribu. Et c'est le seul aspect peut-être rural de la chose. Il a toujours essayé de pousser ses étudiants pour justement entreprendre une histoire rurale. Mais ça n'a pas toujours réussi.

Habib - Qu'est-ce qu'il manque pour réussir cette histoire ? Une volonté, juste une question de volonté, ou est-ce qu'il y a autre chose ?

Bechir - Je crois que c'est une question de choix de la part de ceux qui vont encadrer, si je parle de thèse, je ne parle pas de livre libre. Restons dans le domaine universitaire ou académique. Je crois que ça doit émaner de l'encadrement. Parce que je crois, si je ne me trompe pas, qu'il y a eu des propositions de la part des chercheurs étudiants refusés par leur encadrant, considérant qu'il y aura un problème. Et là, je réponds à la question, un problème de sources. Il y aura un problème de documentation. Est-ce qu'il y en aura suffisamment pour étoffer ce que tu prétends vouloir faire ? Donc il vaut mieux laisser tomber.

Habib – Tu as été face à cette situation, toi même, tu as dû refuser ?

Bechir - Non, non, non, je n'ai pas refusé et je n'ai pas proposé, mea culpa, alors que ce ne sont pas les sujets qui manquent, à ce propos. Il y en a plein et j'étais tellement convaincu que récemment, on m'a confié un texte à publier dans notre revue et ça m'a beaucoup touché. Bien que ce texte ait été refusé par un premier rapporteur, moi j'étais tout à fait contre. Et ce chercheur parle de la condition féminine dans les zones rurales et cette condition touche l'instruction et les problèmes d'instruction des filles dans un milieu rural. Deuxièmement, une fois les études interrompues dans une école rurale, quel est le sort des filles qui vont être recrutées par les familles pour servir de « bonnes » ? Quels sont donc les problèmes ? J'ai aimé. C'était très, très, très émouvant. Et j'ai lu le texte comme un appel qui sort des entrailles. Cette fille-là est en train d'écrire un texte qui n'est pas un texte, c'est un appel.

Donc pour revenir à ta question et à ta réflexion, donc voilà un problème qui concerne les zones rurales et qui pourrait donner lieu à un travail de recherche de terrain, pas uniquement dans les archives. C'est un travail de terrain.

Habib - Et là les histoires orales seraient particulièrement utiles et intéressantes.

Bechir - Et comment ! Elle est le premier outil de travail avant toute autre. Parce que dans les archives, tu ne vas rien trouver. Donc oui, il y a eu quelques tentatives. Il y a eu un travail sur les zones rurales à Béja dans les années 80, Khmais Ferjani a fait une thèse que tu connais certainement. Il y a eu Abdelmejid Karaïm qui a travaillé sur le Kairouanais, ça touche un peu le rural mais ça ne rentre pas directement dans le vécu. C'était plutôt de l'histoire. Mais partant de la réalité d'aujourd'hui, aucun travail n'a été fait.

Je pense qu'il faut travailler à partir du vécu aujourd'hui et essayer de remonter dans le temps pour voir un peu pourquoi, quels sont les facteurs, quelles sont les causes qui expliquent, on va construire un travail historique à partir d'une préoccupation actuelle. Il faut le dire maintenant à ceux qui sont en train de travailler, qui sont encore en exercice, nos collègues, de penser à cette chose-là. Mais est ce que nos collègues sont sensibilisés à cette question-là ? Bien que la majorité d'eux sont issus de zones rurales, ils se sont urbanisés par la force des choses.

Habib – Toi tu es un urbain.

Bechir – Moi je suis un urbain de souche !

Habib - J'ai une toute petite dernière question. Aujourd'hui, tu es responsable, tu peux décider de comment et enseigner et faire écrire l'histoire. Tu commencerais par quoi ? Toi personnellement, tu es ministre, tu es chef d'Etat, ce n'est pas important, mais tu as le pouvoir de décider aujourd'hui.

Bechir – Elle est très délicate cette question. Je commencerais tout d'abord, en tant que contemporainiste, par essayer de casser cette interdiction stupide d'avoir accès à des archives. Les archives du ministère de l'Intérieur qui datent des années 60, 50. Moi j'ai eu à faire aux archives du ministère de la Justice parce que j'ai cherché des choses dans mon travail concernant les décisions, les arrêtés, concernant telle terre, tel lot, on m'a interdit de les voir. La municipalité de Tunis, parce que je travaillais sur la colonisation urbaine et je voulais avoir une idée sur les lotissements, comment ça a été réparti ? Pourquoi le quartier Taoufik du 9 Avril a été donné pour un lotissement musulman, à un monsieur qui travaillait dans l'administration française ? On m'a interdit de voir ces archives de la municipalité. J'ai pu avoir quelques informations, moyennant d'autres sources.

Habib - Quand tu dis qu'on t'a interdit, tu as une explication, on te donne forcément une explication, mais toi est-ce que tu as une explication, pourquoi est-ce qu'ils ne veulent pas ouvrir ces archives ?

Bechir - Honnêtement, je me suis dit qu'ils ne voulaient pas fournir un effort parce que j'étais en train de les déranger.

Donc si j'ai un pouvoir de décision, je commencerai par faciliter l'accès aux archives. Et puis quoi encore ? Mais c'est déjà énorme comme premier pas. Et puis permettre aux gens sérieux qui travaillent sérieusement de bénéficier d'un congé s'ils travaillent et je leur payerai leur période de travail pour qu'ils travaillent à l'aise, à condition bien sûr que le résultat soit concluant et satisfaisant. Mais j'insisterai surtout sur la question de la question des archives parce que c'est très encourageant. Je remercie le directeur général au ministère des Domaines de l'État qui m'a ouvert toutes les portes. Ça m'a permis d'accélérer un peu mes recherches et mon travail. Donc je trouve que c'est très important. Et ce qu'a fait l'institut aussi, il faut que je le dise, en ayant des copies des archives de Nantes et de Paris, ce qui a permis à des gens qui n'ont pas les moyens d'aller à Paris, comme ceux qui devaient le faire il y a quelques années parce qu'il n'y en avait pas ici.

Habib - Est ce que justement, « les Français », l'administration française bien sûr, les décideurs, est-ce qu'ils donnent facilement ?

Bechir - Non, c'était une convention entre les deux États. On a payé je ne sais pas combien de millions, mais on peut le savoir. On ne les a pas eues gratuitement ! Non, c'était un accord, une convention signée qui a traîné. Il fallait payer. Malheureusement, parce que j'aurais bien aimé qu'ils amènent tout, ils n'ont pas tout amené. Il y a encore des choses à rapatrier, il y a plein de choses.

Habib - Il n'y a pas d'espoir à rapatrier ?

Bechir – Khaled Abid, quand il était le directeur ici, il m'a promis, il m'a dit je vais relancer la question de rapatriement des archives parce qu'il les connaît très bien. Moi aussi, j'ai vu les dépôts, surtout l'iconographie. Les photos, il y avait de quoi remplir toute cette salle.

Habib - Max a travaillé dans les archives.

Bechir – De Nantes, tu es allé à Nantes, tu n'as jamais vu les clichés ?

Max - J'ai vu une grande quantité de documents qui n'existent pas ici.

Bechir – Il y en a plein. Mais je sais, même des documents qu'on croyait qu'il existe ici. Le directeur de Nantes, Heurtebise, c'est un ami de la Tunisie, il nous aimait beaucoup. Il a voulu justement nous aider pour rapatrier surtout les documents iconographiques, parce qu'il y a plein de photos, et la photo, on n'a pas parlé de la photo comme document de travail. C'est essentiel, c'est important. Ah oui, l'image et l'interprétation de l'image ça c'est une nouvelle science que j'adore. J'ai fait une conférence avec Mohamed Salah Fliss quand il était maire de Bizerte, il m'a invité et je leur ai montré des documents photographiques, des photos de la vision des Français de la bataille de Bizerte en partant de clichés pris par des soldats français, comment ils voyaient, contrairement à ce qu'on essaie de nous montrer du côté tunisien. Et c'était une autre écriture de l'histoire. Moi j'adore l'iconographie.

Habib - Je suis arrivé vraiment à la fin. Est-ce que toi, maintenant le champ est libre, si tu penses à quelque chose que tu veux dire ou ajouter dans ce cadre ?

Bechir - Tout d'abord, je vous remercie tous les trois d'avoir pensé à faire cet entretien. Et puis je vous remercie aussi d'avoir pensé à réunir d'autres entretiens pour peut-être produire un document filmé ou je ne sais pas comment il va être.

J'ai toujours rêvé d'une histoire sans frontières au niveau du Maghreb. J'ai participé en 2000, je ne sais plus, les années m'échappent, à Tanger, aux rendez-vous d'histoire de Rabat qui se sont déroulés à Tanger, à propos de la terminologie de frontière. Et j'ai parlé d'un livre d'histoire sans frontière entre la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Donc, penser à une telle chose sur comment l'historien conçoit son travail, ces réflexions autour de l'écriture, des problèmes, tout ce qu'on a dit pendant cette matinée, à un niveau maghrébin.

Mais je crois que c'est aux intellectuels, aux actifs tels que vous, vous pourrez par ce petit travail, aussi modeste soit-il, contribuer à montrer aux générations futures que finalement parler du Grand Maghreb, ce n'est pas un mot comme ça dans l'air, un vain mot. C'est toute une histoire commune qui pourrait peut-être réussir à éliminer les problèmes, que malheureusement nous vivons parce que nous les voulons mais aussi parce que les autres le veulent, pour nous empêcher d'être une seule entité géographique, politique. C'est le grand souhait que j'émetts à la fin de cet entretien. C'est voir un jour que le Maghreb constitue une seule entité, peut-être avec la Libye aussi, je ne sais pas.

Habib - Merci.